

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Risques chroniques, éoliens, sites et sols pollués
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 24 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/09/2023

Contexte et constats

Publié sur 

AUBERT et DUVAL

Avenue Jean Jaurès
58160 Imphy

Références : 230577
Code AIOT : 0025100044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2023 dans l'établissement AUBERT et DUVAL, implanté Avenue Jean Jaurès - 58160 Imphy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUBERT et DUVAL
- Avenue Jean Jaurès - 58160 Imphy
- Code AIOT : 0025100044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AUBERT & DUVAL est autorisée à exploiter des unités de fusion et de traitement des métaux sur la commune d'Imphy. La société AUBERT&DUVAL exploite ses unités sur la même emprise géographique que le site d'APERAM.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécheresse

- rejets dans l'eau
- accidentels
- traçabilité déchets
- bruit

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Bruit	Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 25.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	15 jours
5	Sécheresse - volume prélevé	Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, articles 15.1 et 15.2	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Sécheresse - base documentaire	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures d'information en cas d'incident grave ou d'accident	Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 45	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Lettre de suite	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		du 06/10/2005, article 34.6	préfecturale	
3	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Sécheresse - volume prélevé	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	/	Sans objet
7	Sécheresse - mesures de réduction	Arrêté Préfectoral du 30/05/2023, article 6.3	/	Sans objet
9	Traitement des rejets dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 14	/	Sans objet
10	Rejets dans l'eau - Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 12.3	/	Sans objet
11	Rejets dans l'eau - VLE	Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 15.3	/	Sans objet
12	Contrôle et suivi des effluents	Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 16	/	Sans objet
13	Déchets - registre	Code de l'environnement du 01/04/2023, article R. 541-43	/	Sans objet
14	Déchets dangereux	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 514-43	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a porté principalement sur les sujets de prélèvements et de rejets dans l'eau, notamment dans le cadre de la gestion des épisodes de sécheresse. Aucun point particulier n'est relevé dans la mesure où le site travaille à la sobriété en eau depuis plusieurs années ce qui lui permet d'atteindre un niveau de réduction des prélèvements de 45 % depuis 2018. Les rejets dans l'eau sont peu chargés mais nécessitent une mise à jour administrative pour tenir compte des évolutions du site et des évolutions réglementaires (arrêté ministériel RSDE).

Le sujet du bruit reste à travailler suite à la transmission du rapport de mesure de février 2023 qui présente des non-conformités. Aubert et Duval envisage de présenter prochainement un plan d'action à la DREAL en réponse à ce constat.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures d'information en cas d'incident grave ou d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 45
Thème(s) : Risques accidentels, Information
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>En cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens, l'exploitant en avertira dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés (téléphone, télex...) l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Il fournira à ce dernier, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour les pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.</p>
Constats : <p>Un départ d'incendie est survenu le 25/07/2023 dans le cadre du démantèlement d'un four de refusion, l'exploitant a su faire preuve de réactivité pour circonscrire le feu. Le rapport d'incident a été transmis à l'inspection.</p> <p>Celui-ci identifie une projection incandescente vers un filtre d'aspiration comme étant à l'origine de l'incident. Le système d'extinction du filtre n'a pas fonctionné car la buse d'injection d'azote était bouchée. L'exploitant identifie également un problème de connaissance des équipements par les équipes de maintenance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 34.6
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des produits dangereux ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention doivent faire l'objet de vérifications périodiques. Il convient ? en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.</p>
Constats : <p><u>Constat de l'inspection du 27/07/2023</u></p> <p>Lors du début d'incendie dans la conduite d'aération de la station de brossage, le système</p>

d'extinction à l'azote n'a pas fonctionné. L'exploitant devra faire procéder à la vérification de ce système et déterminer les causes de son non-fonctionnement.

Constat de l'inspection du 21/09/2023

Le système d'extinction à l'azote n'a pas fonctionné car le filtre était bouché. L'exploitant fait pourtant vérifier cet équipement annuellement par le prestataire en charge de l'entretien, mais il estime que ce contrôle n'est pas suffisant. Il s'engage à travailler à la définition du renforcement du contrôle préventif interne sur cet équipement et au renforcement de la formation des équipes de maintenance.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Tableau de rubrique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Article 2 – classement des installations

Constats :

Constat de l'inspection du 23/11/2022

Le bac d'éthanol a été supprimé (rubrique 2564) et le stockage de poudre (rubrique 1450-D) n'est plus d'actualité. Ces cessations n'ont pas été portées à la connaissance de l'IIC (non-conformité). L'exploitant doit transmettre à l'IIC un dossier de porter-à-connaissance afin de mettre à jour la situation administrative du site.

Constat de l'inspection du 21/09/2023

L'exploitant a communiqué des éléments relatifs à la mise à jour de la situation administrative par courriers des 7 et 9 mai 2023. La nouvelle situation administrative a été actée par courrier préfectoral en date du 3 juillet 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 25.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention et lutte contre le bruit

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de bruits aériens ou de vibration mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur du site et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995).

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, ...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Constats :

Constat de l'inspection du 23/11/2022

L'exploitant a présenté le rapport de mesures des contrôles des niveaux sonores dans l'environnement du 13/11/2017.

3 points de mesures sont effectués en période diurne et nocturne. Les niveaux sonores équivalents pondérés sur les 3 points dépassent les limites réglementaires imposées par l'arrêté préfectoral (non-conformité). Le contrôle des émergences acoustiques est programmé semaine 49.

La situation du site imbriqué dans la société APERAM fait apparaître des difficultés de mesures. Une cartographie du bruit par bâtiment sera réalisée et permettra de mettre en évidence les activités liées à la société AUBERT ET DUVAL. L'exploitant doit transmettre le rapport de vérification des niveaux acoustiques à l'IIC. Il transmettra en cas de non-conformité le plan des actions à mettre en oeuvre.

Constat de l'inspection du 21/09/2023

L'exploitant a procédé à une nouvelle mesure quinquennale les 14 et 15 février 2023. Le rapport de mesure datant du 21 mars a été transmis à l'inspection.

Ce rapport présente une imagerie acoustique du site qui identifie les principaux points émetteurs ainsi que les résultats de mesure. Le point n°3 est le seul point conforme.

Point n°1 :

Le point est non conforme en période diurne (55,5 dB mesurés pour une VLE de 55) et nocturne (56 dB mesurés pour une VLE de 50). L'exploitant indique que ce point est situé à proximité immédiate des activités APERAM (bâtiment LK), que le bâtiment Aubert et Duval le plus proche est le bâtiment LH qui est un bâtiment administratif et que l'imagerie acoustique confirme cette source.

Point n°2 :

Le point est non-conforme en période diurne (60,5 dB mesurés pour une VLE de 51) et nocturne (60 dB mesurés pour une VLE de 46).

Sur ce point, les équipements identifiés comme contributeurs par l'imagerie acoustique et par l'exploitant sont le dépoussiéreur Promindus (équipement du bâtiment « poudres » d'Aubert et Duval) et le bâtiment LW d'APERAM.

Au voisinage, le site est conforme aux niveaux sonores fixés par la réglementation uniquement au point 4 en période diurne. En revanche le site est non-conforme au point 4 en période nocturne

(36,5 dB pour une limite à 35), et au point 5 en période diurne (45 dB pour une limite à 43) et nocturne (42,5 dB pour une limite à 37,5).
L'exploitant envisage d'équiper le dépoussiéreur Promindus de silencieux pour réduire le bruit au point n°2, mais il indique ne pas pouvoir agir sur les équipements d'APERAM notamment sur le point n°1.
Une proposition technico-économique de réduction du bruit en ce sens sera proposée à la DREAL au courant du mois d'octobre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Sécheresse - volume prélevé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, articles 15.1 et 15.2
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Prescription contrôlée : 15.1 - Prélèvement dans le milieu naturel (La Loire) Dans l'attente de la mise en œuvre de circuits de réfrigération fermés sur l'ensemble du site (art. 12), les quantités d'eau prélevées ne peuvent dépasser les valeurs limites suivantes (base de 150 000 m ³ /an) - Prélèvement maximal instantané (m ³ /h) 18 - Prélèvement journalier moyen (m ³ /h) 415 15.2 – Consommation La consommation d'eau potable doit être limitée à l'usage sanitaire uniquement
Constats : La déclaration GERE 2022 a été consultée : 14 270 m ³ sont déclarés comme prélevés et 14 270 m ³ comme rejetés (dans la Loire). Lors de l'inspection, l'exploitant indique que ces volumes d'eau sont prélevés uniquement pour compenser les purges de déconcentration des TAR. Le niveau d'eau prélevé respecte la valeur limite de l'arrêté préfectoral de 2005 notamment du fait de la mise en place des tours de refroidissement. La valeur fixée dans l'arrêté préfectoral n'est plus adaptée et pourra faire l'objet d'une modification ultérieure. Lors de l'inspection, l'exploitant indique également que 8 923 m ³ sont prélevés dans le réseau d'eau potable. Ce volume n'est pas déclaré dans GERE dans la mesure où le seuil de 50 000 m ³ de l'article 4 de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets n'est pas atteint. Concernant l'utilisation d'eau potable, le rapport annuel de 2021 indique : <i>« La consommation d'eau potable n'est pas limitée qu'à l'usage sanitaire. En effet, nous utilisons de l'eau potable pour nos installations de contrôle non destructif car nous devons avoir une eau propre, exempte d'algues et avec un niveau contrôlé d'halogénures (Chlore, soufre et phosphore). De plus cette eau nécessite d'être filtrée et déminéralisée pour des besoins de compatibilité avec les additifs anti-algues utilisés en contrôle Ultra-Sons ».</i>

Non-conformité : lors de l'inspection, l'exploitant confirme que l'eau potable est utilisée pour les sanitaires mais également pour le réseau secondaire de refroidissement des fours de refusion, pour la cryo de la salle poudres et pour du contrôle non destructif.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Sécheresse - volume prélevé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
Constats : Au vu du point de contrôle précédent, l'arrêté ministériel du 30/06/2023 est applicable au site d'Aubert et Duval qui prélève plus de 10 000 m ³ par an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Sécheresse - mesures de réduction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2023, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1 000 m ³ par an : Réduction des consommations de 10 % par rapport à la moyenne hebdomadaire (alerte) Réduction des consommations de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire (alerte renforcée). Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage à grande eau), sauf impératif sanitaire, maintien de la sécurité
Constats : A date de l'inspection, le site est situé dans le bassin hydrologique « Loire amont » classé en seuil de « vigilance » depuis le début de l'été, et les réductions forfaitaires ne s'appliquent pas. L'inspection rappelle néanmoins l'existence de l'arrêté préfectoral cadre du 30 mai 2023 applicable dans la Nièvre, ainsi que l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 qui s'appliquent sans préjudice l'un de l'autre. Ainsi, les réductions forfaitaires les plus restrictives s'appliquent (celles de l'arrêté préfectoral cadre en cas d'alerte et d'alerte renforcée, celles de l'arrêté ministériel en cas de crise). Dans ce cadre, l'exploitant a présenté un plan de sobriété hydrique qui montre que le niveau de prélèvement a diminué de 45 % depuis 2018 (passage de 42 497 m ³ en 2018 à 23 193 m ³ en 2022)

notamment par le plan d'action suivant :

- corrections de dysfonctionnement des appoints de TAR (avril 2020) ;
- rondes hebdomadaires et recherches de fuites ;
- mise en place de nouveaux compteurs de déconcentrations des TAR (novembre 2021).

À noter que, contrairement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30/06/2023, les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre ne prévoient pas d'exemption pour le cas d'établissements ou activité pouvant démontrer que leurs procédés et équipements mis en œuvre permettent des économies substantielles d'eau, ou des activités avec des motifs impératifs de sécurité de l'outil industriel. L'article 6.3 impose le dépôt d'une demande motivée de dérogations en ce sens et l'obtention d'une réponse favorable du Préfet pour déroger aux réductions forfaitaires.

L'exploitant indique également que des nouvelles actions sont en cours telles que la mise en place de l'instrumentation de points de consommation au niveau de l'atelier poudre et de la refusion de manière à mieux maîtriser la consommation, le bridage de l'alimentation en eaux des vestiaires, la récupération des eaux de purges de TAR vers les sanitaires, la tournée préventive du bloc de sécurité chauffe eau. De plus, en cas de sécheresse, la consommation pourrait être ajustée par diminution de la purge des TAR avec un risque toutefois de concentration des eaux et un potentiel impact en conductivité dans la Loire. Le détail a été présenté dans le plan de sobriété hydrique.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Sécheresse - base documentaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :

1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;

[...]

6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1^{er} janvier 2018.

II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.

Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.

III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1^{er}. Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les

installations concernées.
<p>Constats :</p> <p>Compte tenu du fait que l'exploitant a diminué les prélèvements de 45 % depuis 2018, en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel, les dispositions de l'article 2 ne lui sont pas applicables.</p> <p>Toutefois, les éléments mentionnés au 1° et 6° de l'article 4 de ce même arrêté sont exigibles et à transmettre dans un délai de 3 mois après la parution de l'arrêté ministériel du 30/06/2023. La justification de la réduction des prélèvements de plus de 20 % depuis 2018 a été présentée lors de l'inspection dans le cadre du plan de sobriété hydrique.</p> <p>Demande de compléments : Les éléments du 1° sont à présenter mensuellement dans la mesure où le prélèvement journalier est estimé à 70 m³/j. L'exploitant indique disposer de tous les éléments. Ceux-ci doivent être mis en forme avant transmission à l'inspection à réception du rapport d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Traitement des rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents doivent être collectés et traités dans les conditions suivantes :</p> <p><u>14.1 - Eaux domestiques et eaux vannes (ED)</u> Elles doivent être raccordées au réseau public d'assainissement, ou, s'il n'existe pas, traitées conformément aux dispositions du code des communes (ou code des collectivités locales) et de l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif,</p> <p><u>14.2 - Eaux pluviales et autres eaux propres (EP)</u> Elles doivent être collectées par un réseau spécifique et rejetées soit au réseau public d'eaux pluviales, soit au milieu naturel.</p> <p><u>14.3 - Eaux des cuvettes de rétention et bassins de confinement (EC)</u> Après contrôle, elles doivent être soit rejetées dans le réseau des eaux pluviales sous réserve de satisfaire les prescriptions du présent arrêté, soit traitées préalablement avant rejet en tant qu'eaux résiduares. À défaut, elles doivent être éliminées comme des déchets.</p> <p><u>14.4 - Eaux résiduares (EU)</u> Elles ne proviennent pas d'Aubert et Duval mais d'Imphy Alloys.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan des réseaux a été fourni par l'exploitant.</p> <p>Les eaux domestiques et eaux vannes sont bien raccordées au réseau public d'assainissement.</p>

Les eaux pluviales sont collectées par deux réseaux séparatifs sur l'ensemble du site « Val de Loire » d'Aubert et Duval et APERAM. Elles sont rejetées au milieu naturel (Loire). Ces réseaux collectent également des eaux de refroidissement des équipements de l'usine Val de Loire (voir détail au point de contrôle suivant).

Les eaux des cuvettes de rétention et bassins de confinement sont gérées comme des déchets et ne font pas l'objet d'un rejet au milieu : aspiration, pompage, stockage dans des cuves enterrées de déchets liquides et évacuation comme déchet « déchets cuve de ressuage ». L'évacuation de ces eaux en tant que déchet fait l'objet du dernier point de contrôle sur la base du registre et du bordereau de suivi du déchet.

Les eaux résiduelles sont constituées uniquement d'eaux de refroidissement, à la fois d'Aubert et Duval et APERAM. Ces eaux sont rejetées dans les réseaux d'eaux pluviales qui doivent être requalifiés et réglementés comme des rejets industriels (voir point de contrôle suivant).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Rejets dans l'eau - Points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 12.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau

Prescription contrôlée :

Désignation du rejet	Nature des effluents	Désignation du milieu récepteur
Rejet n°2	<ul style="list-style-type: none"> EP (d'Imphy Alloys, bâtiment traitement thermique et purge du refroidissement de la refusion) EU (process Imphy Alloys) 	La Loire
Rejet n°3	EP du bâtiment traitements thermiques	La Loire
Rejet n°4	EP du bâtiment traitements thermiques	La Loire
Rejet n°5	EP du bâtiment poudres	La Loire
Rejet n° 7	EP d'Imphy Alloys et d'Aubert et Duval	La Loire

AUBERT & DUVAL n'est pas autorisé à rejeter des eaux de procédés (EU)

Mesures et prélèvements

Les ouvrages de rejet d'eaux pluviales non polluées doivent être réalisés pour permettre le prélèvement d'échantillons.

Constats :

Le point de rejet n°2 est réglementé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site APERAM qui est responsable de l'ensemble des effluents s'y rejetant. Le site d'Aubert et Duval y rejette ses effluents de purge de TAR et les eaux de refroidissements issues des fours de refusion transitant par une station de traitement, et ce point collecte les eaux pluviales de la partie est du site de l'usine de Loire. Le milieu de rejet est bien la Loire.

Le point de rejet n°7 est réglementé dans le seul arrêté d'autorisation d'Aubert et Duval qui est responsable de l'ensemble des effluents s'y rejetant. Le site d'Aperam y rejette ses effluents de

purge de TAR de refusion, et ce point collecte les eaux pluviales de la partie ouest du site de l'usine de Loire. Le rejet passe par un débourbeur-déshuileur géré par APERAM. Le milieu de rejet est également la Loire.

Les points de rejets n°3, 4 et 5 n'existent plus.

Le point de rejet n°7 a été vu lors de l'inspection. Ce point est accessible mais non instrumenté. Le débit n'est pas continu dans la mesure où il collecte principalement des eaux pluviales.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'Aubert et Duval ne sont plus adaptées. Celles-ci feront l'objet d'une révision lors d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire intégrant notamment les dispositions de l'arrêté ministériel dit « RSDE » du 24/08/2017. Le point de rejet n°7 sera réglementé comme un point de rejet d'eau industrielle et non d'eau pluviale dans la mesure où il collecte des eaux de purges de TAR et des eaux pluviales qui ruissellent sur un site où se trouvent potentiellement des poussières chargées en métaux compte-tenu de l'activité métallurgique du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Rejets dans l'eau - VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 15.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau

Prescription contrôlée :

Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, doivent respecter en toutes circonstances sans dilution, les prescriptions suivantes :

Eaux pluviales et autres eaux propres

Paramètres	Normes d'analyse	Concentration instantanée maximum (mg/l)
MES	NFT 90 105	30
DCO	NFT 90 101	40
Hydrocarbures	NFT 90 114	5
Métaux totaux	FDT 90112	5

Constats :

Les résultats de mesure effectuées en 2022 et 2023 sur le rejet n°7 ont été transmis en amont de l'inspection.

Matières en suspension : un dépassement de VLE est constaté en janvier 2023 (51 mg/l au lieu de 30 mg/l) et un dépassement est constaté en avril 2022 (78 mg/l au lieu de 30 mg/l). L'exploitant interprète ces dépassements ponctuels comme un fort entraînement de particules lors de fortes pluies. Les autres résultats d'analyse sont conformes.

DCO : plusieurs dépassements de la VLE de 40 mg/l sont constatés en 2022 : janvier (67 mg/l), avril (61 mg/l), août (48 mg/l) ; septembre (75 mg/l), novembre (41 mg/l). Aucun dépassement n'est constaté en 2023.

Pour chaque dépassement, l'exploitant dispose d'une fiche d'écart établie par le prestataire en charge des prélèvements. Les fiches d'écart correspondantes ont été consultées et transmises après l'inspection. Elles prévoient des actions correctives (maintenance, contrôle des filtres notamment).

À noter que l'exploitant réalise des analyses complémentaires aux paramètres réglementés dans son arrêté préfectoral sur les paramètres suivants : pH, conductivité, température, couleur, turbidité, phosphore, azote global, Hg, As, Cr total, Co, Cu, Fe, Mo, Ni, Pb, Ti, Va, métaux totaux.

Cette surveillance fait suite aux campagnes RSDE 1 et RSDE 2 et concerne les substances sur lesquelles les résultats de mesure sont supérieurs aux limites de quantification.

Dans la mesure où le point de rejet R7 collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et des eaux de refroidissement industriel, le point de rejet devra être requalifié comme un rejet d'eau industrielle comme exposé au point de contrôle précédent et respecter les valeurs de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 ainsi que la compatibilité du rejet avec le milieu.

Un contrôle par sondage est effectué sur les résultats d'analyse de juillet 2023 par comparaison avec les valeurs de l'article 32 susmentionné. Les résultats sont conformes pour les substances faisant l'objet d'une surveillance.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Contrôle et suivi des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 16

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit procéder, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures ou de prélèvements d'échantillons représentatifs moyens sur 24 heures aux fins d'analyses par des méthodes normalisées.

[...]

Les modalités de ce contrôle sont définies ci-après.

Paramètre	Fréquence
MES	Mensuelle
DCO	Mensuelle
Hydrocarbures	Mensuelle
Métaux totaux	Mensuelle

Constats :

La fréquence mensuelle de surveillance est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Déchets - registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes (voir article 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021).
Constats : Le registre 2023 a été transmis en amont de l'inspection et consulté. Toutes les colonnes sont bien renseignées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Déchets dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 514-43
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « registre national des déchets », dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : - 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; À compter du 1 ^{er} janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. [...]
III. [...] La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.
Constats : L'exploitant utilise bien Trackdéchets pour la transmission d'informations relatives aux productions et expéditions de déchets dangereux. Par échantillonnage, un enlèvement de déchets dangereux du 15/02/2023 a été contrôlé (déchets de la cuve de ressuage pour 19,48t). Le BSD issu de Trackdéchet a été consulté, le déchet est valorisé en R5 (Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques) chez EDIB (département 21), et le BSD est signé en retour en date du

18/02/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet